

Migrants à Saint-Brevin : résumé de l'affaire en cinq dates clefs

L'évacuation du camp de Calais est devenue une priorité de l'État. Les migrants seront répartis dans des Centres d'accueil et d'orientation (CAO) partout en France. Parmi les communes concernées, Saint-Brevin, où EDF met à disposition son centre de vacances, vide une grande partie de l'année. Cette annonce, médiatisée par le maire, divise profondément dans la tranquille station balnéaire. Retour sur une affaire montée très vite en tension.

7 septembre 2016

Le maire divers droite de Saint-Brevin, Yannick Haury, reçoit un coup de téléphone de la sous-préfète de l'arrondissement de Saint-Nazaire, Marie-Hélène Valente. Elle l'informe de l'offre faite par EDF de mettre à disposition son centre de vacances, situé à Saint-Brevin-l'Océan, dans le but d'y accueillir 70 migrants en provenance de Calais. Le maire décide d'alerter la presse, se sentant « mis devant le fait accompli ».

17 septembre

Deux rassemblements simultanés sont organisés. D'un côté, les « antimigrants », de l'autre, les « pro ». Dans chaque camp, on compte une centaine de manifestants. Dès le début du rassemblement, le différend nécessite l'arrivée de renforts de la gendarmerie. Si aucune agression physique n'est constatée, la tension est très vive des deux côtés du cordon de sécurité.

19 septembre

Sur les réseaux sociaux, le ton monte. Sur

Twitter, une figure du Front national dans le département publie le numéro de téléphone du domicile de la référente brévineoise du Secours catholique - puis sa photo - en indiquant qu'elle est favorable à l'accueil de migrants dans la commune. Il poste également une photo de deux responsables associatifs locaux en y indiquant le mot-clef « kollabos ». Au Secours catholique, des discussions se tiennent au siège national pour étudier la possibilité de porter plainte. L'hypothèse est écartée pour le moment.

23 septembre

Le préfet de Loire-Atlantique, Henri-Michel Comet, s'exprime pour la première fois sur ce dossier, invité de la Matinale de France Culture, organisée à Saint-Brevin. « Le nombre de personnes accueillies à Saint-Brevin n'est pas encore fixé, dit-il. Nous y avons une capacité d'accueil de 70 places. Mais ils ne seront peut-être que 50, 60. » Autre précision de l'État : ce Centre d'accueil et d'orientation n'a vocation à accueillir les migrants que ponctuellement, « quelques petits mois », affirme le préfet. On ignore encore la date de l'arrivée des migrants.

27 septembre

La question des migrants divise toujours autant à Saint-Brevin. D'un côté comme de l'autre, on se mobilise. Les « anti » réclament l'organisation d'une réunion publique sur le sujet et font circuler une pétition. Les « pro » mettent sur pied un comité d'accueil pour accompagner les migrants dès leur arrivée. Le maire, de son côté, a indiqué

lundi soir, en conseil municipal, qu'il s'exprimerait quand il aurait des informations nouvelles sur la question. « Je ne suis pas chargé de communiquer pour l'État, qui a la compétence dans ce dossier, a-t-il dit. Chacun communique en fonction de son rôle. »

K.S.